

Rapport du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD



NATIONS UNIES

2015

NE PAS DIFFUSER AVANT 11 HEURES (EDT) LE 18 SEPTEMBRE 2015

Communiqué de presse

SELON UN NOUVEAU RAPPORT DE L'ONU, IL FAUT REVITALISER LE PARTENARIAT MONDIAL POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET METTRE EN ŒUVRE LE NOUVEAU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

New York, 18 septembre 2015 : Selon un nouveau rapport présenté aujourd'hui par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont permis de réaliser des progrès appréciables au cours des 15 dernières années. Cependant, les insuffisances persistantes de l'aide publique au développement (APD), ainsi que de l'accès aux marchés, aux médicaments essentiels à un prix abordable et aux nouvelles technologies, soulignent la nécessité d'une relance du partenariat mondial pour le développement.

Le rapport du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD, intitulé « L'état du partenariat mondial pour le développement », récapitule les réalisations obtenues et les problèmes rencontrés récemment dans la mise en œuvre de l'objectif 8 des OMD. Ce rapport rappelle également qu'un nouveau programme de développement durable sera adopté par les dirigeants du monde entier lors de la Réunion au sommet sur le développement durable, qui se tiendra ce mois-ci, du 25 au 27 septembre, et comprendra le lancement d'un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable.

Dans la préface qu'il a rédigée pour le rapport, le Secrétaire général de l'ONU affirme que la transition des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable constitue une occasion unique d'augmenter la prospérité et d'assurer la viabilité de la planète pour les générations futures. Selon lui, la réalisation des objectifs de développement durable nécessitera de renforcer encore le partenariat mondial et de le compléter par des partenariats multiples destinés à mobiliser et à partager les connaissances, les compétences, la technologie et les ressources financières.

Les principales conclusions du rapport révèlent que l'aide publique au développement a enregistré une augmentation remarquable de 66 % entre 2000 et 2014. L'accès des exportations de marchandises des pays en développement aux marchés des pays développés s'est amélioré, passant de 30,5 % à 43,8 % au cours de la même période. Le fardeau de l'endettement a été allégé dans la plupart des pays pauvres très endettés. On estime qu'à la fin de 2015 la pénétration de la téléphonie mobile dans les pays en développement sera de 92 %, contre moins de 10 % en 2000. Néanmoins, le rapport constate aussi qu'il existe encore de graves lacunes dans l'aide au développement apportée aux pays les moins avancés et dans l'élimination des barrières commerciales qui pèsent sur les pays en développement. En outre, nombreux sont ceux qui, dans le monde, n'ont toujours pas accès aux médicaments essentiels et à Internet à un coût abordable.

ÉLARGISSEMENT DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

En 2000, alors que 65 % des exportations des pays en développement vers les pays développés bénéficiaient d'un traitement en franchise de droits, ce chiffre atteignait 79 % en 2014 (armes exclues). Les importations bénéficiant de franchises douanières en provenance des pays les moins avancés sont passées de 70 % à 84 % au cours de la même période. Le commerce Sud-Sud est devenu une importante source d'expansion des échanges mondiaux.

Toutefois, les exportations de marchandises des pays les moins avancés ne représentaient en 2013 que 1,17 % des échanges mondiaux. Selon le rapport, les pays développés doivent encore éliminer un plus grand nombre de barrières au commerce, et les problèmes restés en suspens dans le Cycle de Doha doivent être résolus.



L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE A PROGRESSÉ DANS 36 DES 39 PAYS ADMIS À EN BÉNÉFICIER

L'allègement de la dette a réduit les pressions financières qui pèsent sur 36 des 39 pays pauvres très endettés (PPTE); trois pays seulement — l'Érythrée, la Somalie et le Soudan — n'ont pas encore commencé le processus d'allègement de la dette. Globalement, le rapport de la dette extérieure au produit intérieur brut (PIB) des pays en développement a baissé au cours des 10 dernières années, mais il augmente à nouveau dans certains pays depuis quelques années.

Cependant, un certain nombre de pays en développement, notamment des petits États, continuent de souffrir de taux d'endettement en pourcentage du PIB les plus élevés au monde et leurs problèmes économiques sous-jacents requièrent une attention particulière. Il est urgent que la communauté internationale aide les pays à améliorer leurs politiques de prévention des crises de la dette et facilite leur règlement.

L'ACCÈS À DES MÉDICAMENTS ESSENTIELS ABORDABLES RESTE LIMITÉ

La disponibilité des médicaments essentiels demeure faible dans les pays en développement. Selon les données sur la disponibilité et les prix des médicaments, recueillies dans 26 enquêtes réalisées entre 2007 et 2014 dans un échantillon de pays à faible revenu et revenu intermédiaire, les médicaments génériques ne sont disponibles en moyenne que dans 58,1 % des centres de soins du secteur public et dans 66,6 % des centres de soins privés.

Néanmoins, on s'efforce d'améliorer l'accès aux traitements, en particulier pour certaines maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme, surtout grâce à un apport massif de fonds nationaux et internationaux, notamment par l'entremise du Fonds mondial.

LA TÉLÉPHONIE MOBILE ATTEINT 95 % DE LA POPULATION MONDIALE

Le Groupe de réflexion estime qu'à la fin de 2015 le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile, dans le monde, atteindra un peu plus de 7 milliards, et que plus de 95 % de la population mondiale aura accès à un signal de téléphonie mobile; actuellement, 43 % de la population mondiale utilisent Internet.

On note une augmentation marquée du nombre d'internautes dans les pays en développement. Dans ces derniers, on estime que 32 % de la population utilisaient Internet en 2014, contre 80 % dans les pays développés. L'accès aux technologies de l'information et des communications (TIC) peut contribuer fortement à la réalisation des objectifs généraux du développement, tels que les services d'administration en ligne, de sorte qu'il faut intensifier les efforts faits à cet égard, notamment dans les pays qui ont le plus besoin des TIC, mais qui y ont le moins accès.

RAPPEL

Le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD est une initiative interinstitutions lancée par les Nations Unies qui regroupe plus de 30 organisations spécialisées dans les cinq principaux domaines du partenariat mondial pour le développement. Ces cinq domaines sont : l'aide publique au développement (APD), l'accès aux marchés (commerce), la viabilité de la dette, l'accès aux médicaments essentiels à un prix abordable et l'accès aux nouvelles technologies.

Pour un complément d'information, veuillez consulter le site suivant : www.un.org/en/development/desa/policy/mdg_gap.

CONTACT POUR LES MÉDIAS

Francyne Harrigan, Chef, Section du développement, Département de l'information des Nations Unies
Tél. : +1 (317) 367 5414 | Courriel : harriganf@un.org

Ken Matsueda, Département de l'information des Nations Unies
Tél. : +1 (917) 367 5418 | Courriel : matsueda@un.org

